

à peine écoulées que Juarez et Lerdo de Tejada, suivis d'une armée nombreuse, acclamés par des millions de partisans, rentraient en vainqueurs dans ce même Mexico !

#### CHAPITRE IV

L'Empire était-il possible ? — Difficultés extérieures. — Les États-Unis. — Intervention directe. — Intervention déguisée. — Difficultés intérieures. — Les libéraux. — Les cléricaux. — Le parti conservateur libéral. — Questions à résoudre. — Le gouvernement de Juarez. — L'occupation française. — La question religieuse. — Caractère de Maximilien. — Son indécision. — Ses illusions et ses erreurs d'appréciation. — Caractère de Charlotte. — Entourage des souverains. — M. Eloin et le cabinet de l'Empereur. — Le général Almonte mis à l'écart. — La population indienne.

L'entreprise que venait tenter Maximilien au Mexique était-elle possible ?

Bien des gens l'ont cru alors ; quelques bons esprits le croient encore. Il n'est donc point inutile ni oiseux d'examiner la question.

En effet, il ne saurait être indifférent au lecteur de savoir si l'édifice dont aujourd'hui chacun sait l'effondrement, a péri par suite d'un concours de fatalités ou s'il a succombé par la maladresse de ceux qui auraient pu le consolider et le maintenir. C'est aussi le devoir de l'historien de ne pas s'en tenir au simple récit des événements, et nous adoptons en cette matière la règle que Lamartine a formulée si magistrale-



ment au début de l'*Histoire des Girondins*: « L'impartialité de l'histoire n'est pas celle du miroir qui reflète seulement les objets : c'est celle du juge qui voit, qui écoute et qui prononce ».

Le nouvel empire avait à vaincre des difficultés de deux sortes : les difficultés extérieures, que pouvait amener l'hostilité des nations étrangères, et les difficultés intérieures, que l'état même du pays faisait prévoir.

Les difficultés extérieures devaient provenir surtout des États-Unis. Qu'importait à l'Europe l'établissement d'un empire mexicain ? L'Angleterre elle-même, qui ne l'avait point reconnu, ne pouvait avoir une grande antipathie contre un empire élevé surtout dans le but de barrer la route aux envahissements de ses anciennes colonies révoltées, et les marques de déférence que le gouvernement de Londres avait données aux personnes des souverains en étaient un suffisant témoignage. Les États-Unis, au contraire, n'ignoraient pas les secrètes visées qui avaient amené dans leur voisinage d'abord une armée française, puis bientôt après un empereur. La grande lutte du Nord et du Sud avait d'abord paralysé leur action, et, comme nous l'avons montré dans l'exposé des débuts de l'intervention, malgré tout le déplaisir qu'ils en eussent éprouvé, ils auraient bien été contraints de s'incliner devant le fait accompli si le bonheur de nos armes n'avait pas dû attendre deux années pour conquérir le Mexique.

Au moment où nous reprenons notre récit, la guerre de sécession touchait à sa fin, et les armées victorieuses du Nord n'avaient pas simplement terminé la

crise intérieure, elles suffisaient à rendre aux États-Unis, redevenus dignes de leur nom, le prestige que procure la victoire et la force morale que donne le prestige.

On a soutenu à ce propos que le langage du cabinet de Washington, réservé d'abord, hostile ensuite, et finalement comminatoire, n'avait subi ces différentes transformations qu'au fur et à mesure que les événements rendaient difficiles, douteux et impossibles les efforts tentés par la France pour établir au Mexique l'empire de Maximilien, et que jamais les États-Unis ne fussent allés jusqu'à une déclaration de guerre.

Que le langage ait changé suivant les circonstances, c'est un fait assuré ; que M. Seward n'ait agi ainsi que parce qu'il savait que les termes employés par lui, quels qu'ils fussent, ne risquaient plus d'amener un conflit violent, c'est une chose possible et tout à fait vraisemblable ; mais que jamais les États-Unis ne se fussent décidés à une action directe, à une intervention armée contre l'empire et contre la nation dont les soldats soutenaient sa cause, c'est là une de ces hypothèses sur lesquelles il n'est permis à personne, pas même à ceux qui tenaient alors en mains les rênes du gouvernement américain, de répondre d'une façon précise et certaine. Les États-Unis n'ont pas eu besoin de recourir à cette extrémité ; mais qui affirmerait que, le cas échéant, ils n'y eussent pas recouru ? A diverses époques on l'a cru en France, on l'a cru au Mexique, et on l'a cru même de l'autre côté du Rio-Bravo.

Mais les États-Unis avaient d'autres moyens d'intervenir chez leurs voisins sans pour cela déclarer la



guerre, et cette intervention déguisée n'était pas la moins redoutable pour le trône de Maximilien. Ils ne cessèrent jamais de soutenir le parti hostile à l'empire, et ils le firent de deux façons : d'abord en refusant de reconnaître le nouveau gouvernement et en considérant toujours Juarez comme président de la république mexicaine ; secondement, en permettant sur leurs frontières du sud et sur leurs navires, l'introduction au Mexique de la contrebande de guerre, de subsides et même d'hommes.

Par cette action détournée, ils comptaient bien éterniser la guerre civile sur le territoire mexicain, et, par contre coup, ils forçaient l'armée française à une occupation indéfinie. Or ils savaient qu'une telle perspective n'était acceptable ni pour Napoléon III ni pour la France, lesquels ne se montraient si disposés à faciliter l'établissement d'un empire mexicain avec Maximilien que pour pouvoir retirer au plus tôt le corps d'occupation.

De ce côté donc venait pour l'œuvre entreprise le plus grand danger, car la menace restait continuellement suspendue sur elle. Le discours prononcé en 1859 au Congrès par le président Buchanan, et dont on a déjà lu un extrait, contenait à cet égard des paroles qui montraient clairement le rôle que les États-Unis entendaient jouer au Mexique, en vertu de la doctrine de Monroe, dont ils ont toujours poursuivi l'application avec une volonté et un esprit de suite remarquables. « Cette assistance, exigée à la fois par l'intérêt du Mexique et celui du commerce en général, *c'est au gouvernement des États-Unis à la lui donner* en raison de son voisinage im-

médiat, et en raison de notre politique qui n'admet pas l'intervention d'une puissance européenne quelconque dans les affaires intérieures de cette république. »

Tôt ou tard, il était donc à craindre que les États-Unis ne manifestassent violemment leur mauvais vouloir à l'égard de Maximilien et de son gouvernement. Toutefois, la question reste douteuse de savoir ce qui serait advenu si Maximilien avait pu asseoir son gouvernement avant que son redoutable voisin, remis des blessures que lui avait causées la guerre civile, se fût trouvé en état d'intervenir contre lui. Sur ce point, un doute subsiste et subsistera toujours, puisque l'échec de la tentative faite par la France et Maximilien, résultat de fautes et de malchances dont la responsabilité leur doit rester, est survenu avant toute action directe des États-Unis.

A l'intérieur, les difficultés étaient nombreuses. Étaient-elles aussi grandes ?

Tout d'abord, ce qui frappe les yeux, c'est la profonde division du pays. Comme il est si bien expliqué dans le mémoire Schlœsing<sup>1</sup>, l'indépendance proclamée avait donné à l'ancienne colonie espagnole la liberté, mais non point les mœurs de la liberté, lesquelles ne s'acquièrent qu'à la longue et progressivement. De là les factions qui s'étaient aussitôt formées et dont chacune cherchait à dominer les autres.

Nous avons exposé surabondamment ce qu'étaient les libéraux et ce qu'étaient les cléricaux, et leurs

1. Voir à l'Appendice.



luttés incessantes ; comment, en désespoir de cause, les cléricaux avaient circonvenu le gouvernement français et amené l'intervention. Mais l'intervention n'avait pas réalisé toutes les espérances du parti qui l'avait appelée : après les faits de guerre, la direction politique avait passé aux mains du général Bazaine et au gouvernement de la Régence. Or, le commandant en chef de l'armée française ne pouvait appuyer à Mexico des idées que la France avait depuis longtemps condamnées et rejetées. Le parti cléricale n'avait donc point triomphé, et le général Almonte, soutenu par notre influence, avait, en fait, établi un ordre de choses qui, se rapprochant par les personnes du parti cléricale, était, pour le reste, assez conforme aux doctrines du parti libéral.

Cette situation avait créé un nouveau parti conservateur libéral, sage, modéré, combattant Juarez, résistant à Mgr Labastida. Mais le résultat n'en était pas moins un parti nouveau, c'est-à-dire une plus grande division dans le pays.

Étranger à ces querelles, Maximilien, en arrivant, n'avait heureusement de compromission avec aucun parti. Il pouvait se mettre au-dessus de tous, grâce à l'appui de l'armée française, dont le traité de Miramar lui assurait le concours pour trois années encore. Il pouvait faire avec plus d'autorité, avec plus de facilité, ce qu'avait tenté le général Almonte.

Qu'il eût contre lui les libéraux, c'était certain ; mais qu'il ne pût les ramener, c'était plus que douteux. Les convictions intransigeantes sont rares qui ne permettent pas ces changements d'opinion et d'attitude que, suivant le point de vue auquel on se

place, on nomme des défections ou des ralliements.

Mais les unes et les autres ne pouvaient être désirables et durables qu'autant que des motifs sérieux les inspireraient ; il ne fallait donc point chercher à les brusquer, ni à les tenter par quelque appât grossier. Seul l'intérêt les rendrait ainsi qu'on les souhaitait. Le jour où la masse de la nation, affamée de repos et de tranquillité, aurait vu que le nouveau régime lui donnait tout cela, la conquête morale était faite après la conquête matérielle. Le ou les partis hostiles étaient réduits à leur état-major, et il en est en politique comme en guerre : sans troupes les états-majors sont voués à l'impuissance.

Sur ce point, l'influence des États-Unis mise à part, et en bornant la question uniquement à l'intérieur, il est clair que l'hostilité du parti libéral n'était point invincible. Donc l'empire était possible.

Il l'était également vis-à-vis du parti cléricale. Sans doute, là se trouvait un point noir, ce qu'on appelait improprement, ainsi qu'on le verra plus tard, la question religieuse. Mais là encore aucune difficulté n'était insoluble. La France en 1801 était venue à bout d'une situation beaucoup plus compliquée et beaucoup plus épineuse. Seulement, à l'inverse de ce qui devait avoir lieu pour le parti libéral, ici il s'agissait de faire vite. Depuis trop longtemps les choses étaient en suspens, et le temps qui s'écoulait augmentait les espérances des uns, les convoitises des autres, exaspérait les intérêts mis en jeu et rendait plus malaisée la solution à trouver.

La question militaire était relativement facile à résoudre : il fallait préparer une bonne organisation